



Lettre n°54 du 2 septembre 2018

Farce politique, mauvais coups et flambée des profits... La mobilisation continue...

« Je ne veux plus mentir » a déclaré Nicolas Hulot en annonçant sa démission du ministère de l'environnement. Étrange aveu de celui qui fait semblant de découvrir que son action se heurtait à la « société marchande », que par ailleurs il connaît fort bien. Il continue cependant de justifier son passé de ministre et de prétendre qu'il est possible de faire évoluer les choses dans un gouvernement. Un mensonge très répandu que nous servent tous les politiciens qui postulent à aller aux affaires. Le vrai pouvoir n'est pas là, il est entre les mains des banques, des financiers, du grand patronat et des multinationales, de la machine étatique qui les sert.

Les ministres sont là pour exécuter sans oublier de veiller à leurs propres intérêts, corruption dont témoignent les affaires et autres copinages...

Il suffit de voir le budget 2019 pour se convaincre que le puissant lobby qui décide de la politique du pays est bien le patronat, les riches, la finance. Comme l'a déclaré Pénicaud, la ministre du Travail, « il faut que le gouvernement garde son image "pro-business" ». Il le fait avec zèle !

Les profits des grandes entreprises et les dividendes atteignent des sommets, les rémunérations des PDG et des plus hauts cadres n'ont pas de limite, les spéculateurs prospèrent...

Pour nourrir ces fortunes, Macron fait payer les salariés, la population.

Le CICE (crédit impôt emploi compétitivité) va être pérennisé sous la forme d'allègements de charges et coûtera 20,6 milliards d'euros en 2019 alors qu'il n'a en rien empêché l'aggravation du chômage. Pour la seule année 2017, les allègements de cotisations patronales et le CICE représentaient 51,9 milliards d'euros, soit plus que le budget de l'Éducation nationale. Et en prime, l'impôt sur les sociétés va passer à 25 % d'ici 2022, contre 33,3 % au début du quinquennat. Soit, au final, par an, 8 milliards d'euros de cadeaux de l'État au patronat.

Le Premier ministre a annoncé un quasi gel des retraites, des prestations familiales et des aides au logement en 2019 et 2020. Ces prestations n'augmenteront que de 0,3 % alors que la hausse des prix, l'inflation, sapent le pouvoir d'achat.

Le gouvernement lance sa campagne sur la réforme des retraites dont le but avoué est une baisse des pensions. Il annonce 4 500 suppressions de postes dans la seule Fonction publique d'État en 2019 et 10 000 en 2020 ainsi que la quasi-disparition des emplois aidés. Son projet Cap 22 prévoit autour de 30 milliards d'euros d'économies et la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022. La renégociation de l'assurance-chômage prétend obliger les chômeurs à trouver un emploi par la baisse des indemnités. Le chômage, ce serait la faute des chômeurs !

Le 18 septembre, les cheminots reprennent le chemin de la lutte alors que s'ouvrent les négociations sur le pacte ferroviaire. Dans les facultés, les recalés de Parcoursup se mobilisent. La CGT et FO, les étudiants de l'UNEF et les lycéens de l'UNL ont appelé à faire du 9 octobre « une première journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle, étudiante et lycéenne ».

Les directions syndicales dénoncent « une politique idéologique visant à la destruction de notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs ». Il est ridicule de prétendre qu'il s'agit d'idéologie. Ce qui dirige Macron, ce sont les intérêts de sa classe, bien concrets et matériels et nous n'avons pas de « modèle social » à défendre. Ce modèle, c'est celui d'une société fondée sur l'exploitation du travail et la domination d'une classe minoritaire, parasite. Nous avons nos propres intérêts de classe à défendre contre une classe dominante qui n'a pas d'autre politique possible pour maintenir ses profits que d'aggraver sans cesse la pression qu'elle exerce sur les salariés et les classes populaires.

Ce modèle, leur modèle, ne connaît pas le dialogue social, un leurre pour anesthésier les travailleurs et domestiquer leurs organisations syndicales. Il ne connaît que la lutte de classe.

Les travailleurs qui se mobilisent, ceux de Ford à Bordeaux, ceux de la SNCF, d'Air France, de la Poste dans le 92, dans les hôpitaux ou des entreprises du privé ont raison. Nous n'avons pas d'autre issue que la lutte, une lutte sociale et politique contre leur modèle capitaliste pour défendre nos droits et en finir avec lui.

DR